

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE DONZY

Séance publique du 09 novembre 2023

Procès-verbal

L'an 2023, le jeudi 9 novembre 2023 à 19 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le 26 octobre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle de Conseil Municipal, sous la présidence de Marie-France LURIER, Maire.

Étaient présent(e)s : Mesdames Micheline AZRIA, Jeannine GUILLIN, Marie-France LURIER, Sonia MILLANT, Agathe PERNOLLET, Marie-Henriette PICARD, Christine ROY
Messieurs Michel BARRIERE, Denis BAUDEQUIN, Cyril CHERREAU, Didier JEANNIN, Pascal MEUNIER, Laurent PARISSE

Absents excusés : Mesdames Sylviane NARCY, Béatrice JACOB (pouvoir à Marie-France LURIER)
Messieurs Loïc SEURAT (pouvoir à Cyril CHERREAU), Claude TASSERIE (pouvoir Monsieur Pascal MEUNIER)

Monsieur Pascal MEUNIER est nommé secrétaire de séance, assisté de la Secrétaire Générale.

Nombre de membres :

Afférents au Conseil municipal : 17

Présents : 13

Votants : 16

Madame le Maire demande à son assemblée de neutraliser la sonnerie des portables, rappelle l'ordre du jour de la séance du Conseil Municipal et demande le rajout de deux délibérations, validé par l'ensemble du conseil.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE PRÉCÉDENTE

2023-052

Madame le Maire invite les membres du Conseil Municipal à faire part de leurs observations sur le procès-verbal de la séance du 10 octobre 2023.

Adopté à l'unanimité

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU

2023-053

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée qu'une procédure de modification simplifiée du PLU a été engagée par un arrêté en date du 6 février 2023 pour corriger une erreur matérielle, résoudre certains points de blocage du règlement et ajouter la protection des linéaires commerciaux dans le bourg de Donzy.

Elle indique que :

- conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées ont été mis à la disposition du public durant un mois, soit du 27 septembre au 27 octobre 2023.

- conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition ont fait l'objet d'un affichage sur les panneaux officiels de la mairie de Donzy depuis le 13 septembre 2023 (soit 14 jours avant la mise à disposition), d'une publication dans les annonces officielles du journal du Centre du 15 septembre 2023, soit 12 jours avant la mise à disposition et d'une publication sur le site internet de la mairie depuis le 13 septembre 2023, soit 14 jours avant la mise à disposition.
- qu'à l'issue de la mise à disposition, le maire doit présenter le bilan de la mise à disposition devant le conseil municipal qui devra délibérer et adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.
- dans ces conditions, il y a lieu pour le conseil municipal de délibérer sur le bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée et sur le dossier de modification simplifiée.

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-36 à L. 153-48,

Vu le PLU de la commune de Donzy approuvé le 14 février 2008, modifié le 15 octobre 2013, révisé le 15 octobre 2013 et le 30 juin 2015,

Vu l'arrêté en date du 6 février 2023 prescrivant la modification simplifiée du PLU de Donzy,

Vu la délibération en date du 11 septembre 2023 définissant les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée du PLU de Donzy,

Vu la synthèse de la mise à disposition jointe en annexe,

CONSIDERANT l'absence de remarques remettant en cause le projet de modification de la part des personnes publiques associées et en particulier :

- Avis de l'ARS en date du 27 avril 2023 : **Aucune observation**
- Avis de la chambre d'agriculture en date du 25 mai 2023 : **Avis favorable**
- Avis du conseil départemental de la Nièvre en date du 28 avril 2023 : **Avis favorable**
- Avis de la DRAC Bourgogne-Franche-Comté en date du 15 mai 2023 : **Information sur les monuments Historiques et sur l'existence d'un Site Patrimonial Remarquable.**
- Avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Agricoles, Naturels ou Forestiers en date du 11 mai 2023 : **Avis favorable.**
- Avis du Service Aménagement, Urbanisme et Habitat de la Direction Départementale des territoires en date du 15 mai 2023. *Observations sur le contenu du dossier : remplacer velux par châssis de toit, Phrase : « taille des ouvertures de toit en harmonie avec les ouvertures existantes et proportionnée à la taille de la toiture », difficile à appliquer sans précisions de dimensions et d'orientation. Concernant l'évolution des constructions existantes, citer l'article L.151-12 au lieu de 151-13 et réglementer l'emprise au sol et se mettre en cohérence avec le règlement du PPRI.* **Avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations formulées.**
- Avis de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités territoires et de la Protection des Populations en date du 5 mai 2023. **Avis favorable.**
- Avis du service Santé, Protection Animales et Environnement de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités territoires et de la Protection des Populations du 5 mai 2023. **Aucun établissement agricole classée pour la protection de l'environnement.**
- Avis de la communauté de communes Cœur de Loire en date du 16 mai 2023. **Aucune remarque « d'autant plus que l'instauration de linéaires commerciaux s'inscrit dans le soutien aux commerces de proximité et participe à la revitalisation du centre-bourg ».**
- Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale de Bourgogne- Franche-Comté en date du 25 juillet 2023. **Avis conforme tacite réputé favorable.**
- Avis de la Chambre du Commerce et de l'Industrie : **Avis tacite réputé favorable, en l'absence de réponse dans le délai de consultation.**
- Avis de la Chambre des Métiers : **Avis tacite réputé favorable, en l'absence de réponse dans le délai de consultation.**

CONSIDERANT les modifications apportées au dossier pour prendre en compte les corrections demandées par la Direction Départementale des Territoires :

- Remplacer le terme velux par châssis de toiture.
- Mentionner l'orientation des ouvertures de toit.
- Remplacer la surface de plancher par l'emprise au sol.
- Ajouter une référence aux PPRi pour l'emprise au sol dans les secteurs inondables des zones A et N.

CONSIDERANT les modalités de mise à disposition du public et leur publicité, conformes à l'article L153-47 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT que les observations enregistrées dans le registre, envoyées par courrier ou courriel dont la synthèse figure en annexe,

CONSIDERANT le bilan de la concertation figurant en annexe et concluant que le seul point qui a suscité l'opposition de quelques propriétaires est l'interdiction de changement de destination des locaux commerciaux mais considérant que cet outil a pour objet la protection des locaux commerciaux,

CONSIDERANT que le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être adopté, conformément à l'article L.153-43 du code de l'urbanisme,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

- **TIRE LE BILAN** de la mise à disposition tel que présenté ci-dessus.
- **DECIDE** d'approuver la modification simplifiée du PLU de Donzy, tel qu'annexée à la présente délibération.
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, d'un affichage au siège de la Mairie de Donzy durant un mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département.
- **DIT** que le dossier de modification simplifiée du PLU approuvé sera mis à disposition du public à la mairie aux jours et heures d'ouverture habituels.
- **DIT** que la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet de la Nièvre.
- **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur Denis BAUDEQUIN prend la parole afin de préciser qu'il modifie son vote, sa précédente prise de position étant basée sur une préservation de linéaires commerciaux uniquement sur des locaux sans habitation qui aurait en effet été judicieuse. Malgré les exemples donnés par Madame MILLANT lors de la présentation du dossier, certains sont tout à fait exacts mais il restera malgré tout un certain nombre de lieux où la modification du PLU entraînera l'impossibilité de vente du bien immobilier. Il y a 2 constats : le fait de dire qu'il y a un local commercial non utilisé en rez de chaussée est un élément non négligeable du prix de vente et pas seulement de la qualité telle qu'évoquée sur le document, l'état du bien, la localisation,... Une personne qui souhaite acheter un local situé au 1^{er} étage mais qu'il ne peut pas modifier le rez de chaussée, cet état de fait sera un frein à la vente du bien. D'autant plus qu'un certain nombre de ces biens sont « séparables », certains le sont, d'autres pas, bien évidemment mais cela reste un problème pour ces anciens commerçants ou habitants qui pourront difficilement céder leur bien.

Madame MILLANT Sonia comprend la remarque de Monsieur BAUDEQUIN mais tient à préciser que seulement 10 rues sont préservées et non l'intégralité du village. Si les commerces de ce bourg si attractif disparaissent, la valeur des biens, et donc de tous car nous sommes tous concernés, ne vaudra plus grand-chose car il n'y aura plus de commerces, plus de services, plus rien. Madame MILLANT précise que depuis le début du mandat elle a informé les commerçants qui souhaitaient vendre leurs biens de l'importance de préserver les linéaires commerciaux, que leurs biens allaient être soumis à cette démarche et de la nécessité de trouver des porteurs de projets pour la reprise de ces commerces. Aujourd'hui rien

ne va changer, les gens ne doivent pas s'affoler. Si jamais un cas d'une personne en grande difficulté survenait, le sujet sera bien évidemment étudié, rien n'est réversible mais cet outil est nécessaire à la Commune afin de ne pas devenir fragile dans ce contexte économique et de rester le plus attractif possible tant pour le tourisme que pour les habitants.

Madame PERNOLLET Agathe demande à Madame MILLANT Sonia des précisions sur les commerces cités, ceux qui ont été accompagnés ou pas, des ventes, des cessions, des transformations, des créations ont été actées sans qu'aucun PLU n'ait été nécessaire. Elle ajoute qu'il appartient à chaque propriétaire de faire ce qu'il souhaite de son bien.

Madame MILLANT Sonia lui répond que le propriétaire fait ce qu'il veut de son bien, seule la destination du local commercial est en jeu. Sur les commerces qui se sont installés et ceux qui potentiellement pourraient être mis en vente, 16 auraient disparu. Dans une ville comme Donzy, si on veut conserver une centralité, on ne peut se le permettre.

À la remarque de Madame PERNOLLET Agathe sur l'investissement de personnes intéressées par des commerces situés sur Donzy sans être obligé de transformer le PLU, Madame MILLANT Sonia répond que cette opération est indispensable, preuve en est des deux commerces qui vont ouvrir en 2024. Par exemple pour le bar « le Donzy »...

Madame PERNOLLET Agathe prend la parole sur ce point pour préciser qu'il y a eu une cessation d'activité pendant un an avec des repreneurs.

Madame MILLANT Sonia précise qu'il est impossible de résumer la situation telle que car il y a eu 3 offres de propriétaires privés qui voulaient transformer ce Bar PMU Tabac Presse en maison avec un rideau.

Madame PERNOLLET Agathe approuve cet achat en habitation mais Madame MILLANT Sonia la reprend en précisant que vendue sous cette forme, la population de Donzy aurait été privée de Bar Tabac PMU Presse. C'est à ce titre que Madame MILLANT Sonia précise avoir prévenu de cette préservation des linéaires commerciaux les acheteurs sans pourtant y être obligée.

A la question de Madame MILLANT Sonia sur sa préférence de vitrine vide ou un Bar Tabac PMU Presse, Madame PERNOLLET Agathe affirme qu'on ne peut empêcher les gens d'acheter sous prétexte de préserver les linéaires, on ne peut décider à la place des propriétaires.

Madame MILLANT Sonia précise qu'elle n'a pas empêché l'achat mais qu'elle a uniquement prévenu de la procédure de préservation des linéaires commerciaux dans la modification simplifiée du PLU.

Mesdames LURIER Marie-France et ROY Christine rappellent à l'ordre le public et l'assemblée délibérante sur le respect à tenir en séance.

Madame ROY Christine ajoute que ce n'est en aucun cas Madame MILLANT Sonia qui a empêché l'achat ou la vente du bien et qu'il n'y a pas lieu de se focaliser sur cette élue. La politique de la commune de Donzy et de Cœur de Loire fait que l'attractivité commerciale intéressante pour la commune ne peut que passer par la préservation des linéaires commerciaux. Madame MILLANT n'a pas empêché l'achat mais prévenu les acheteurs car elle est chargée de l'attractivité économique ; si ce n'était pas elle, un autre élu l'aurait fait.

Madame MILLANT Sonia précise qu'un acheteur est libre d'acheter un local commercial mais il ne peut en changer la destination, sinon la commune sera vide de tout commerce.

Madame PERNOLLET Agathe précise que l'achat et la réouverture du Donzy n'a pas nécessité la mise en place de la modification du PLU.

Madame MILLANT Sonia précise que cette préservation des linéaires s'est aussi présentée pour le « Grand Monarque », « les petites choses de Mayté », la boulangerie, ...

Madame le Maire confirme que le fait de prévenir que le local en vente est frappé de modification du PLU....

Coupée par Madame PERNOLLET Agathe qui précise que la Commune a anticipé une mesure qui n'existait pas auparavant Madame le Maire y répond en précisant qu'il y avait des porteurs de projets

Monsieur Pascal MEUNIER maintient que la Commune n'a pas anticipé la mise en place.

Madame PERNOLLET Agathe dit que le fait de prévenir un potentiel acheteur de la mise en place d'un PLU sous-entend qu'il ne vendra certainement pas son bien.

Madame le Maire attire l'attention sur le fait que le local était déjà fléché sur un maison d'habitation avec un local commercial ; le changement de destination doit obligatoirement passer par le PLU et que cette décision soumise au vote n'aurait pas été acceptée. Il s'agissait donc de prévenir les potentiels acheteurs que le changement de destination n'aurait pas été accepté.

Madame ROY Christine rajoute que le fait de prévenir en amont l'acheteur est beaucoup plus honnête plutôt que de lui faire perdre du temps pour en finalité en venir la même décision.

Madame le Maire précise que des acheteurs potentiels se sont peut-être rétractés mais d'autres acheteurs, acteurs économiques, se sont présentés. Elle précise qu'il ne s'agit que d'un outil dans le PLU.

Monsieur MEUNIER Pascal reprend sa précédente intervention sur l'anticipation reprochée à la Commune. Il précise sur ce point qu'il existe, rattaché au PLU, un document appelé PADD (Plan d'Aménagement Développement Durable) qui existe depuis plusieurs années et que ce conseil n'est jamais intervenu sur ce document préconisé par l'Etat. Tout le monde a accès à ce document sur lequel est précisé que la Commune conserve les activités commerciales.

Madame le Maire comprend la position des personnes réfractaires mais il est aussi important de maintenir la vie de Donzy. On peut accepter la fatalité dans la mort du commerce de proximité....

Madame PERNOLLET Agathe reprend Madame le Maire en précisant que ce n'est pas fataliste de vouloir faire ce qu'on veut de son bien.

Madame le Maire répond que le sujet évoqué est une maison avec un local commercial mais à l'inverse des maisons se sont transformées en local commercial. Elle précise que cet outil sert à préserver cette activité mais rien n'est irréversible ; si dans quelques années les choses changent, le PLU sera modifié. Une modification simplifiée de PLU dure 6 mois et il est possible d'intégrer une nouvelle rue ou en retirer une, ou une parcelle, un bâtiment. La Municipalité n'est pas totalement obtue.

Monsieur PARISSE Laurent interpelle pour avoir confirmation qu'un bâtiment seul peut être retiré, sous quels critères ?

Madame le Maire y répond en informant que si une demande spécifique intervient, elle est soumise à décision collective.

Monsieur BAUDEQUIN Denis intervient pour préciser que c'est contradictoire avec une intervention où il était demandé s'il pouvait y avoir des dérogations possibles, la réponse était négative.

Madame le Maire précise que ce ne seront pas réellement des dérogations.

Madame PERNOLLET Agathe et Monsieur BAUDEQUIN Denis affirment que les propos de Madame MILLANT Sonia vont en ce sens.

Madame MILLANT Sonia explique qu'il faudrait une argumentation importante. Par exemple, si une famille avec des problèmes financiers importants se voit dans l'obligation de vendre son bien, il est évident que la commune ne s'opposera pas à cette vente. Tout peut s'étudier mais aujourd'hui, cette préservation est le seul outil qui permet à la Commune de garder un Centre-Bourg attractif donc il est mis en place.

Monsieur BAUDEQUIN confirme que l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers mais si un commerçant cesse son activité et souhaite partir de la commune en vendant son bien, à condition de reprendre une activité commerciale, la vente risque d'être irréalisable.

Madame MILLANT Sonia précise qu'avec les installations récentes, le contraire a été démontré. Depuis 3 ans, avec l'accompagnement de l'Agence de Développement Économique, la Commune parvenait à retrouver des porteurs de projets. La valeur d'un bien, confirmé par des agents immobiliers compétents et professionnels, est une question de localisation, de l'état du bien et également de la valeur que le propriétaire souhaite. Quand tous ces conditions sont réunies, la commune parvient à trouver des porteurs de projet et les propriétaires peuvent être convaincus. Il est normal que les propriétaires souhaitent avoir le maximum financier pour leur bien mais il est possible de trouver des porteurs de projet intéressés.

Madame PERNOLLET Agathe maintient qu'étant donné qu'à l'heure actuelle il est possible de trouver des porteurs de projets, il n'y a aucune nécessité de modifier le PLU.

Madame MILLANT Sonia maintient que c'est un outil indispensable de décision.

Madame PICARD Marie-Henriette attire l'attention sur l'obligation faite à la Mairie d'autoriser tout changement de destination et il est donc tout à fait honnête de prévenir les futurs acheteurs. Cette pratique évite également que les acheteurs investissent dans un bien et soient déçus lors de leur demande de changement de destination, dans le périmètre de revitalisation Centre-Bourg, alors qu'ils auraient pu être informés de ces restrictions en amont. Avec cette modification du PLU, vendeurs, acheteurs et porteurs de projet sont désormais informés des conditions à respecter, précision faite du cas par cas éventuel.

Madame PERNOLLET Agathe s'insurge sur le point que chaque propriétaire doit rester propriétaire de son bien et doit pouvoir faire ce qu'il en veut, qu'il est hallucinant qu'il ne puisse en faire ce qu'il veut.

Madame le Maire rappelle que cet outil a été défini, créé par des parlementaires. C'est une réglementation, un outil pour les communes qui s'engagent dans une revitalisation de leur centre-ville. Si la Commune ne modifie pas en ce sens, il y aura certainement plus de la moitié des commerces d'ici 4-5 ans qui auront disparu. Pour exemple la ville de Pouilly-sur-Loire où le Maire galère pour refaire vivre ses vitrines. Pour exemple également les vitrines actuellement vides dans notre village qui restent à l'abandon et non entretenues, certaines en vente d'autres pas.

Madame MILLANT Sonia informe les élus que la commune de Neuvy-sur-Loire a interrogé la commune et s'engage dans cette démarche de préservation des linéaires commerciaux dans le cadre de sa revitalisation. Le Schéma d'Organisation

Territorial (ScOT) préconise également cette préservation des linéaires commerciaux et la démarche communale œuvre stratégiquement. Il ne faut pas oublier qu'un PLUi sera défini, déjà étudié en intercommunalité. La Commune de Donzy définit de ce fait en amont son choix de conserver un centre-bourg actif. C'est un choix stratégique et politique que de tout mettre en œuvre afin de garder ses commerces sur son territoire.

Madame PERNOLLET Agathe demande à ce qu'il lui soit précisé le nombre de propriétaires possédant de mètres linéaires sur les 1575 habitants de la Commune ? Artisan, commerce, local commercial, La commune ne pouvait-elle pas informer ces personnes de cette démarche ?

Madame le Maire rappelle que toute la population a été prévenue de la modification simplifiée du PLU par le biais de la communication sur site de la mairie, de la publication réglementaire dans la presse locale, ... La concertation du public se fait par la mise à disposition du registre qui a été, comme toute la procédure, conforme à la réglementation.

Madame MILLANT Sonia précise que tous les propriétaires et notamment ceux en démarche de vendre et qui de ce fait ont déposés Certificat d'Urbanisme ont été informés personnellement. Elle ajoute que la Commune ne pouvait se permettre d'appeler tous les propriétaires de locaux commerciaux sachant que la mise à disposition du registre relatif à la modification du public a été relayée régulièrement, toutes les semaines, en consultant sur place ou en envoyant un courriel, ... Tout a été fait au-delà de ce qui est préconisé réglementairement.

Madame PERNOLLET Agathe précise que l'insertion dans la presse communale Com' Ici aurait été judicieux ; Madame MILLANT Sonia y répond en précisant que la sortie du journal était entre deux procédures et ne le permettait pas mais pas dans l'actualité lors de sa rédaction.

Madame le Maire demande à l'Assemblée délibérante de se prononcer sur ce sujet. Madame PERNOLLET Agathe demande si le vote se déroule à bulletin secret. Madame MILLANT Sonia intervient en précisant qu'elle n'en voit pas la nécessité. Madame le Maire consulte les autres conseillers qui se prononcent en faveur d'un vote à main levée.

Adopté à la majorité : 2 voix contre (A.PERNOLLET et D.BAUDEQUIN), 14 voix pour

PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE

2023-054

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

Vu l'article L1214-36-1 du Code de Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 28 septembre 2023 sur l'arrêt du Plan de Mobilité Simplifié ;

La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) redéfinit les outils juridiques qui permettent la construction et la mise en œuvre d'une politique de mobilité locale en fonction des besoins de chaque territoire.

Ainsi, les Autorités Organisatrices de la Mobilité dont le ressort territorial est situé en dehors des grandes agglomérations de plus de 100 000 habitants peuvent élaborer un Plan de Mobilité Simplifié : outil simple et agile pour les territoires ruraux. Le cadre juridique du plan de mobilité simplifié est volontairement limité afin de permettre une souplesse dans sa déclinaison et une grande adaptabilité aux enjeux de chaque territoire.

Dans ce prolongement, la Communauté de Communes Cœur de Loire a initié l'élaboration de son Plan de Mobilité Simplifié le 28 mars 2023. Cette démarche réalisée en interne vise à définir les ambitions de la politique mobilité de la Communauté de Communes Cœur de Loire.

La réalisation d'un Plan de Mobilité Simplifié s'appuie sur un diagnostic territorial mené en concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, les représentants du monde économique et de la société civile. Des ateliers participatifs ont permis de co-construire des orientations et actions partagées et identifiées par tous localement.

Ces étapes ont structuré le projet de Plan de Mobilité Simplifié qui a été arrêté en Conseil Communautaire le 28 septembre 2023.

Ce projet annexé à la présente délibération est constitué d'un rappel des éléments de contexte, du diagnostic territorial ainsi que des orientations stratégiques et opérationnelles retenues.

Conformément au processus de validation défini par le code des transports, la Commune de DONZY a été sollicitée par courrier en date du 4 octobre 2023 par la Communauté de communes Cœur de Loire pour émettre un avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié ;

Considérant que ce document a fait l'objet d'une large concertation avec les communes, les partenaires institutionnels, ainsi qu'avec les représentants du monde économique et de la société civile ;

Considérant que le projet de Plan de Mobilité Simplifié est composé d'une synthèse du diagnostic territorial ainsi que des orientations stratégiques retenues dans le plan d'actions. Le programme d'actions du Plan de Mobilité Simplifié s'articule autour de 4 axes stratégiques, déclinés en 14 actions opérationnelles :

- Axe 1 – Dynamiser l'offre locale de mobilité par la communication, l'information et l'animation ;
- Axe 2 – Conforter et développer une offre de mobilité de proximité qualitative ;
- Axe 3 – Accompagner tous les publics dans leur mobilité au quotidien ;
- Axe 4 – Soutenir tous les acteurs dans l'utilisation de solutions de mobilité plus durable ;

Considérant que la Communauté de Communes Cœur de Loire sollicite un avis sur le projet de Plan de mobilité Simplifié avant le 1^{er} décembre 2023 ;

Considérant qu'au terme de cette période de consultation, le projet de Plan de Mobilité Simplifié sera éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, avant d'être définitivement approuvé par le Conseil communautaire.

Le conseil municipal après en avoir délibéré :

- **EMET** un avis FAVORABLE sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes Cœur de Loire

Monsieur Denis BAUDEQUIN souhaiterait connaître le retour prévu sur ce point.

Madame le Maire répond qu'une réunion avec les partenaires est prévue la semaine prochaine lors de laquelle seront débattues certaines questions sur ce sujet. Des actions seront menées et validées en conseil communautaire puis en conseils municipaux.

Monsieur BAUDEQUIN Denis précise qu'il a tendance à se méfier des idées générales quand elles ne sont pas accompagnées des moyens pour les réaliser. Si cette adéquation est réalisée, il n'y a aucun motif pour être en désaccord avec ce principe.

Madame le Maire rassure son Assemblée en confirmant l'information régulière de l'avancée de ce dossier.

Monsieur PARISSE Laurent demande si la position de vote ce jour ne consiste qu'en l'accord de ce principe mais soulève une question qui reste floue en matière de financement.

Madame le Maire confirme que des détails restent à confirmer par la commission liée à ce dossier.

Madame MILLANT Sonia précise qu'en fonction des nombreuses concertations avec les différents partenaires, des professionnels dont l'entreprise PARISSE fait partie, des particuliers, des associations, des différents acteurs du territoire. Quelques actions seront menées et un prévisionnel de financement définiront la concrétisation éventuelle du plan de mobilité.

Madame le Maire précise que les aspects du financement se décideront point par point.

Madame PERNOLLET Agathe rappelle que dans le document de présentation était évoquée la création de deux emplois à temps plein plus un budget de 150.000 € pour le lancement plus 48.000 € par an, c'est une somme importante qui n'a pas été annoncée lors de la présentation du projet en début de séance.

Madame le Maire rappelle que le chargé de mission a réalisé une présentation sommaire qui lui a été demandé de raccourcir au mieux.

Madame PERNOLLET Agathe confirme que le dossier est volumineux et tout détaillé aurait été trop long mais il est dommage de demander un vote sur un dossier en partie détaillé.

Madame le Maire précise à Madame PERNOLLET Agathe qu'il lui est bien évidemment possible de s'abstenir de voter.

Madame MILLANT Sonia confirme que le vote de ce jour ne consiste qu'en la validation du principe de planifier la mobilité. Madame le Maire précise que ce plan est prévu sur 6 ans et que toutes les actions préconisées ne seront pas forcément réalisées voire réalisables. Elle émet également une réserve par rapport au financement du projet, soutenue par Monsieur

PARISSE Laurent.

Madame ROY Christine attire l'attention sur la nécessité de ce plan pour les personnes âgées afin de se rendre à leurs rendez-vous médicaux, certaines consultations ne donnant pas droit à bon de transport. Il est important pour ces personnes de maintenir ces actions. Si au moins 4-5 actions comme celles-ci pouvaient être réalisées, en campagne la population est dépendante du moyen de locomotion.

Mesdames le Maire, MILLANT Sonia et PERNOLLET Agathe soutiennent cet avis.

Madame PERNOLLET Agathe regrette que ce point important n'ait pas été abordé lors de la présentation.

Madame le Maire précise que le coût des actions peut être compensé par certains financements et revient à ce titre sur le sujet des linéaires commerciaux en précisant que quand une commune est engagée dans une politique de revitalisation, elle est également ciblée comme dynamique avec donc des opportunités plus importantes en matière de financement.

Adopté à la majorité : 1 voix contre (A.PERNOLLET), 15 voix pour

CRÉATION D'UN OSSUAIRE ET PROCÉDURE DE REPRISE DE CONCESSIONS – CIMETIÈRE DE DONZY-LE-PRÉ 2023-055

En 2003, la municipalité, sollicitée par l'Association de Sauvegarde du Patrimoine de Donzy-le-Pré, a engagé une procédure de reprise de concessions en état d'abandon dans le cimetière de Donzy-le-Pré pour répondre à une demande expresse de la DRAC visant à éloigner le mur du cimetière du portail historique.

En 2006, les changements de position de l'État quant à l'organisation et au financement de ces dits travaux ont conduit la municipalité à revoir le plan de financement du projet puis à le suspendre.

Suite à la récente convention de délégation de la maîtrise d'ouvrage, l'Association de Sauvegarde du Patrimoine de Donzy-le-Pré, par son Président a sollicité la Mairie afin de reprendre cette procédure. Elle impose le déplacement de quelques concessions, impliquant l'accord des héritiers ainsi que l'état d'abandon de certaines autres en état d'abandon manifeste afin de permettre le déplacement du mur du cimetière.

Pour remédier à cette situation, et permettre à la commune de récupérer les emplacements indispensables à ces travaux, une procédure de reprise de concession est prévue par le Code général des collectivités territoriales aux articles L. 2223-17 et L. 2223-18 et, pour la partie réglementaire, aux articles R. 2223-12 et R. 2223-23.

Toutefois, aucun ossuaire n'étant présent au cimetière de Donzy-le-Pré, il convient d'en prévoir un.

L'emplacement appelé ossuaire est un caveau affecté à perpétuité et destiné à recevoir les restes des corps inhumés, retirés des fosses en terrain commun après expiration du délai de cinq ans ainsi que les restes des corps inhumés dans les concessions dont la durée est expirée et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprises après constat d'abandon. Les corps ne seront déposés qu'après avoir été préalablement réunis dans des boîtes à ossements ou reliquaires. Une seule boîte à ossements pourra contenir les restes de plusieurs corps trouvés dans une même concession reprise. Le dépôt s'effectuera avec le respect et la dignité qu'impose la manipulation de corps exhumés.

Les noms des personnes, même si aucun reste n'a été retrouvé seront consignés dans un registre tenu à la disposition du public (Article R 2512-33)

L'emplacement retenu serait le long du cimetière côté gauche où deux places adjacentes seraient disponibles. Compte-tenu de l'incertitude sur la présence effective ou non d'une sépulture, les emplacements envisagés pour l'ossuaire ou le déplacement de certaines tombes font également partie de la procédure de reprise de concession pour état d'abandon malgré toute absence apparente de caveau.

Décision :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2223-17, L. 2223-18, R. 2223-12 à R. 2223-23,

Vu le Code Général des collectivités Territoriales et son article L.2223-4 prévoyant qu'un arrêté du Maire affecte à perpétuité, dans le cimetière communal, un ossuaire pour y déposer les restes des personnes inhumées dans les terrains non concédés, après expiration du délai de rotation de cinq ans, ainsi que les restes des corps inhumés dans les

concessions (concessions temporaires) dont les durées sont expirées et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprises après constat d'abandon (concessions perpétuelles),
Vu la loi n°1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,
Vu le Code Pénal et notamment ses articles L.225-17 et L.225-18,
Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures réclamées par la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence du cimetière,
Considérant qu'il est nécessaire de prévoir dans le cimetière un ossuaire convenablement aménagé, l'ossuaire accueillant également les urnes des sépultures non renouvelées ou les restes des personnes inhumés ou réinhumés,
Considérant qu'une absence d'entretien caractérisé depuis plusieurs mois de concession décèle une violation de l'engagement souscrit par les attributaires desdites concessions, en leur nom et au nom de leurs successeurs, de les maintenir en bon état d'entretien, et qu'elle est, en outre, nuisible au bon ordre et à la décence du cimetière

Décide

- D'autoriser l'installation d'un ossuaire au cimetière de Donzy-le-Pré,
- De valider la procédure de reprise de concessions en état d'abandon manifeste,
- d'autoriser Madame le Maire prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- de donner tous pouvoirs à Madame le Maire afin de signer tous documents avec l'Association de Sauvegarde du Patrimoine de Donzy-le-Pré qui assumera, par délégation de maîtrise d'ouvrage, les coûts financiers relatifs au projet.

Madame PERNOLLET Agathe demande confirmation de l'emplacement de l'ossuaire, que Monsieur BARRIÈRE précise. Elle demande également si d'autres sépultures que celles mentionnées seront touchées par cette procédure. Monsieur BARRIÈRE en réponse précise que d'autres tombes pourraient être reprises mais la procédure engagée vise les concessions dans le périmètre des travaux de l'Abbaye. Il ajoute que Monsieur CHANTREAU Jean-Louis dispose de documents sur le cimetière de Donzy-le-Pré notamment du Souvenir Français sur les tombes des Anciens Combattants qui doivent être conservées. Nous ne disposons pas du financement nécessaire à la reprise de toutes les concessions qui pourraient y prétendre dans ce cimetière. D'autres tombes, de par leur côté historique tel que celle de l'ancien Maire Monsieur FRAPPIER pourraient être mises en état dans un contexte d'amélioration du patrimoine communal. L'environnement autour de l'Abbaye, dans le cimetière, méritera à plus long terme une restauration et une mise en évidence architecturale.

Monsieur BAUDEQUIN Denis demande si une réponse est obligatoire avant d'entamer ce projet.

Madame le Maire et Monsieur BARRIÈRE Michel confirment cette obligation réglementaire de réponse avant le déplacement des tombes. La commune a la certitude à ce jour de pouvoir ériger le mur au niveau des 2 premières tombes en procédure de reprise, leur contenu déposé dans l'ossuaire à l'issue de la procédure. En fonction des réponses formulées par les ayants-droits des concessions suivantes, celles-ci seront déplacées à des endroits libres. Les héritiers de la 3^{ème} tombe ont été contactés, leur réponse est attendue. En ce qui concerne la 4^{ème} tombe, la recherche des héritiers sera gérée par un généalogiste afin de pouvoir procéder à son déplacement dans les temps définis.

Madame PERNOLLET Agathe demande ce qui se passe des emplacements vidés.

Monsieur BARRIÈRE Michel répond que la commune récupère les emplacements qui vont libérer de l'espace et dégager le portail qui sera restauré et la façade de la tour sur une longueur importante et sur, le tout permettra une mise en valeur de l'Abbaye.

Madame le Maire ajoute que la réglementation de la gestion des cimetières est extrêmement encadrée, très lourde et riche de risques comme par exemple si un ayant-droit non consulté se présente une fois la procédure achevée amènerait à d'importants problèmes juridiques.

Adopté à l'unanimité

Cadre juridique :

A- Principe de la protection :

La protection fonctionnelle des élus municipaux est régie par deux articles du code général des collectivités territoriales

(CGCT) :

- l'article L 2123-34 du CGCT : « [...] La commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l' élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions. [...] » ;
- l'article L 2123-35 du CGCT : « [...] La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. [...] »

Ces dispositions sont applicables au Conseil municipal. Il appartient au Conseil municipal, par délibération, d'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle.

Sur cette base, la Commune de Donzy est tenue de protéger les élus précités contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, dès lors que l'attaque portée concerne l'exercice des fonctions et qu'il ne s'agit pas d'une faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions.

B- Modalités de la réparation :

Le décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit s'applique aux personnes auxquelles une disposition législative étend la protection prévue par l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.

La demande de prise en charge des frais exposés dans le cadre d'une instance civile ou pénale au titre de la protection fonctionnelle est formulée par écrit auprès de la collectivité publique.

L' élu communique à la collectivité le nom de l'avocat qu'il a librement choisi et la convention conclue avec lui au titre de l'article 10 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. La collectivité peut, toutefois, conclure une convention avec l'avocat choisi ou accepté par le demandeur.

La collectivité règle directement à l'avocat les frais prévus par la convention ou, si la convention n'a pas pu être conclue, la prise en charge des frais exposés est réglée à l' élu sur présentation des factures acquittées par lui.

La convention peut prévoir une prise en charge des frais au fur et à mesure de leur engagement et sur justificatif.

Le règlement définitif intervient à la clôture de l'instance, sur présentation du compte détaillé prévu à l'article 12 du décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005, relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat.

La collectivité se réserve le droit de ne prendre en charge qu'une partie des honoraires, lorsque le nombre d'heures facturées ou déjà réglées apparaît manifestement excessif. Ce caractère s'apprécie au regard des prestations effectivement accomplies, des pièces et des justificatifs produits ou de la nature des difficultés présentées par le dossier. Le règlement du solde incombe alors à l' élu.

Cette réparation couvre les frais de procédure, dépens et frais irrépétibles (honoraires d'avocat, frais de consignation, d'expertise, ...) ainsi que les dommages-intérêts civils prononcés, le cas échéant, par le juge, à charge pour l' élu de restituer l'équivalent des sommes qu'il aurait perçues de la part de la partie adverse.

Cette réparation se fait sans préjudice d'une éventuelle action récursoire ou en restitution de la commune en cas de faute personnelle.

La durée de la prise en charge sera celle de la ou des instances successives, portant sur les faits objets de la protection fonctionnelle accordée, sous réserve que l'issue de ces instances n'implique pas un réexamen de la réparation.

Demande de protection de Madame Sonia MILLANT :

Les lundi 1^{er} et mercredi 03 mai 2023, Madame Sonia MILLANT a été victime d'agressions verbales, d'insultes, des gestes obscènes en présence de sa fille, lors d'une promenade. Des dégradations et incivilités sur sa maison ont été également constatés. Une première plainte a été déposée le 07 mai 2023.

Une seconde plainte sera déposée 6 jours plus tard (13/05/2023) suite à des tags apposés sur le bâtiment de la mairie, visant personnellement Madame Sonia MILLANT, à nouveau victime d'insultes et injures.

Il vous est proposé d'accorder à Madame Sonia MILLANT la protection demandée et la réparation qui en résulte, tant pour

la procédure de 1^{ère} instance, d'appel et, le cas échéant, de cassation, sans préjudice d'une éventuelle action récursoire ou en restitution de la part de la Commune de Donzy, en fonction des décisions de justice à venir.

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 2123-34, L 2123-35 et L 2511-33 ;

Vu le décret n° 2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte

- La protection fonctionnelle est accordée à Madame Sonia MILLANT dans le cadre des dépôts de plainte ci-dessus exposés.
- Madame le Maire est autorisée à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- Les dépenses qui en résultent seront prélevées sur le budget de la Commune de Donzy.

Adopté à l'unanimité

DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – BP 2023

2023-057

Madame le Maire donne la parole à Madame Christine ROY pour la présentation de la décision modificative nécessaire à l'équilibre du budget.

DECISION MODIFICATIVE 4

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-60612 : Energie - Electricité	32 296.64 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-623 : Publicité, publications, relations publiques	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	37 296.64 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6450 : Charges de sécurité sociale et de prévoyance	0.00 €	28 300.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	0.00 €	28 300.00 €	0.00 €	0.00 €
D-7391118 : Autres restit. au titre des dégrèvements sur contrib. directes	0.00 €	2 218.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 014 : Atténuations de produits	0.00 €	2 218.00 €	0.00 €	0.00 €
D-657362 : Subventions de fonctionnement aux CCAS	0.00 €	2 300.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6588 : Autres charges diverses de gestion courante	0.00 €	910.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0.00 €	3 210.00 €	0.00 €	0.00 €
D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance	0.00 €	1 668.64 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	0.00 €	1 668.64 €	0.00 €	0.00 €
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0.00 €	1 900.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges spécifiques	0.00 €	1 900.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	37 296.64 €	37 296.64 €	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
D-2135-551 : SANITAIRES COSEC	3 175.79 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2152-553 : PANNEAUX SIGNALISATIONS DIVERS	0.00 €	1 012.18 €	0.00 €	0.00 €
D-2181-592 : TRAITÉ DE CONCESSION/REVITALISATION CENTRE BOURG	0.00 €	2 163.61 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	3 175.79 €	3 175.79 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	3 175.79 €	3 175.79 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		0.00 €		0.00 €

Monsieur BAUDEQUIN Denis demande des précisions sur la ligne des énergies.

Madame ROY Christine précise que la somme de 74.000 € avaient été budgétisés, mais plus de 10 % de remise de l'État sur les factures et 30.000 € de bouclier tarifaire ont allégé le chapitre.

Madame PERNOLLET Agathe confirme qu'au moment du vote du budget, en méconnaissance des tarifs et des aides par le gouvernement, la somme budgétisée avait été évaluée à la hausse.

Madame ROY Christine confirme qu'une hausse importante avait été annoncée, le bouclier tarifaire inconnu, il était préférable de budgétiser plus que pas suffisamment et jouer la prudence. Elle rappelle que le budget était très serré et que cette diminution de ces charges est profitable à la commune.

Monsieur BAUDEQUIN Denis souhaite connaître les raisons des modifications dans l'éclairage public.

Madame le Maire répond que cette situation est temporaire et due aux besoins du film.

Madame MILLANT Sonia précise que ces réglages ont été demandés pour le film, notamment au Commandeur, sur la Place Gambetta, au Faubourg de Bouhy, mais que ces modifications se terminent ce 09 novembre.

Monsieur BAUDEQUIN Denis demande si l'écriture comptable du COSEC mentionnée est reportée.

Monsieur MEUNIER Pascal signifie que les travaux sont mis en suspens en attendant le rapport de l'expert, une partie s'affaissant.

Madame PERNOLLET Agathe demande si le bâtiment n'est pas dangereux et ne nécessite pas sa fermeture au public.

Monsieur MEUNIER Pascal assure que la fréquentation du gymnase ne présente aucun risque.

Adopté à l'unanimité

RENOUVELLEMENT DE LA LIGNE DE TRÉSORERIE

2023-058

Madame le Maire rappelle que la ligne de trésorerie a été renouvelée en novembre 2022 auprès du Crédit Agricole pour un montant de 100.000 € afin de pallier aux éventuels besoins de trésorerie.

Cette ligne arrive à échéance et il convient donc de la renouveler dans les conditions proposées telles que suivent :

- Montant : 100.000 €
- Durée : 12 mois
- A son échéance contractuelle, la ligne de crédit devra être soldée
- Mise à disposition : au fur et à mesure des besoins par gré d'office (2 jours ouvrés)
- Remboursement des fonds au gré de l'emprunteur par débit d'office (2 jours ouvrés)
- Facturation des intérêts : tous les mois au prorata des montants et des durées de tirages
- Base de calcul des intérêts : 365 exacts/365 jours
- Index de référence : Euribor 3 mois moyenné flooré à 0,00%
- Marge : 0,82 %
- Commission d'engagement : 0,25 % l'an réglée dès la prise d'effet du contrat par débit d'office
- Frais de dossier : 100 € réglés dès la prise d'effet du contrat par débit d'office.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal donne tous pouvoirs à Madame le Maire afin de signer tous documents relatifs au renouvellement de la ligne de trésorerie dans les conditions présentées.

Adopté à l'unanimité

PLAN DE FINANCEMENT PUMPTACK – DEMANDE DE DETR

2023-059

Madame le Maire rappelle que suite à l'étude de revitalisation du Centre Bourg, 3 projets avaient été retenus dont un équipement dédié à la jeunesse. La Municipalité souhaite aujourd'hui répondre concrètement à cette expression citoyenne en créant une piste de glisse, de type Pumptrack. Cet équipement sportif de proximité répondra toutes les attentes des jeunes, des familles et des visiteurs. L'Etoile Sportive Donziais et toutes ses sections, les écoles maternelle et élémentaire ainsi que le collège et le Centre Social du Donziais ont marqué leur grand intérêt pour ce projet en signant dès le mois de décembre 2022 une convention et un planning d'occupation de la structure.

Nous avons également tenu à connaître l'intérêt des Donziais aujourd'hui pour ce type d'installation sportive à travers un questionnaire (enquête encore en cours de diffusion). Les résultats sont très satisfaisants puisqu'à ce jour 191 questionnaires nous ont d'ores et déjà été retournés. 84,3 % des répondants sont favorables à l'installation de la Pumptrack dont 31,9% déclarent vouloir l'utiliser 1 à 2 fois par semaine.

La Commune a reçu les notifications de subvention de l'Agence Nationale du Sport et de la Caisse d'Allocation Familiale statuant sur les montants attribués pour le projet.

Madame le Maire précise que la Commune peut prétendre à la DETR au titre des équipements sportifs, à hauteur de 5000 €.

Le montant total des travaux s'élève à 76.620,05 € HT.

Le plan de financement sera donc le suivant :

Dépenses HT		Financements HT		
Travaux HT	76.620,05 €	Agence Nationale du Sport	50,90 %	39.000,00 €
		DETR (seuil)	6,53 %	5.000,00 €
		CAF	5,68 %	4.352,00 €
		Conseil Départemental	16,89 %	12.944,04 €
		Autofinancement	20,00 %	15.324,01 €
TOTAL	76.620,05 €	TOTAL		76.620,05 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve le projet Pumptrack,
- approuve le plan de financement tel que proposé,
- autorise le Maire à solliciter une demande de subvention au titre de la DETR pour 2024,
- donne tous pouvoirs à Madame le Maire afin de signer tous documents relatifs à ce projet.

Adopté à l'unanimité

Questions diverses

Madame le Maire donne lecture à l'Assemblée délibérante des questions transmises par Madame PERNOLLET Agathe, pour suite à donner. Elle attire l'attention sur la similitude de ces questions avec des publications sur Facebook.

A. PERNOLLET : Y'a t'il une entreprise dans le bâtiment de la Communauté de Communes de la Croix Arnay ? Si non, pourquoi ?

M-F.LURIER : Ce bâtiment est propriété de Cœur de Loire. Il est aujourd'hui occupé par l'entreprise de colisage CAT EUROPE, toujours présente à ce jour.

Monsieur PARISSE Laurent précise que les salariés ne sont pas présents tous les jours

Madame le Maire ajoute que le terrain n'est pas bien entretenu et qu'elle a signalé ce manquement d'entretien à plusieurs reprises.

Monsieur PARISSE Laurent précise qu'ils ont engazonné la parcelle, après avoir procédé au désherbage cet été.

A. PERNOLLET : La piste du stade est très dégradée. Des vélos empruntent cette piste et s'amuse à faire des dérapages. Des motos se livrent à des rodéos sauvages dans le stade. Quand avez-vous prévu de la remettre en état cette piste ?

M-F.LURIER : Effectivement nous sommes intervenus à plusieurs reprises auprès de jeunes qui malgré l'interdiction clairement affichée, utilisent cette piste avec vélos ou cycles moteur (le terme rodéo sauvage est peut-être un peu fort !).

Nous avons également prévenu la gendarmerie.

La piste est abîmée mais pas très dégradée. La remise en état sera réalisée en régie après la période hivernale.

Monsieur MEUNIER Pascal ajoute qu'il y a surtout beaucoup de mousse mais les pistes à entretenir ont un coût.

Madame PERNOLLET Agathe précise qu'elle interpelle régulièrement les jeunes contrevenant aux interdictions de la zone.

Madame MILLANT Sonia ajoute qu'il sera peut-être possible de profiter de la présence de l'entreprise du Pumptrack pour parer à ces travaux.

Mesdames LURIER Marie-France, ROY Christine, PERNOLLET Agathe confirment qu'il s'agit essentiellement des vélos sur le stade qui abîment fortement le sol en le fragilisant et créant des trous.

A. PERNOLLET : Pourquoi le COSEC reste t'il allumé le week-end et les nuits ? Tous les we ?

M-F. LURIER : Cet équipement est mis à disposition gratuitement aux sections sportives, centre social, écoles et collèges.

Les utilisateurs engagent leur responsabilité en cas de dégradations ou de mauvaise utilisation.

Un courrier sera adressé au Président de l'association omnisports pour un rappel auprès des responsables de sections et également aux autres utilisateurs.

A. PERNOLLET : La disparition des 9 bornes à la Brosse n'est toujours pas résolue ... malgré plusieurs signalements effectués auprès de vos services. Celles se trouvant au Palus, signalées également n'ont toujours été remises à leur place.

M-F. LURIER : Ces bornes délimitaient des parcelles privées. Il appartient aux propriétaires de faire le nécessaire.

Madame PERNOLLET Agathe précise qu'entre ces parcelles se trouve un chemin communal, cette précision est inscrite au cadastre.

M-F. LURIER précise qu'elle ignore qui les a enlevées mais sont absentes depuis très longtemps.

Monsieur MEUNIER Pascal précise que généralement les propriétaires privés qui font border leurs parcelles.

A. PERNOLLET : Où en est-on avec le mur de soutènement rue du Général Leclerc ? Une solution a t'elle été proposée et apportée ?

M-F. LURIER : Ce mur soutient effectivement une voie départementale. M. Meunier a rencontré plusieurs fois la propriétaire concernée pour l'inviter à contacter les services du Conseil Départemental, et lui-même leur a signalé le problème. Une relance écrite va être adressée aux services du Conseil Départemental pour qu'ils viennent au moins faire un constat et éventuellement les préconisations de travaux à réaliser. Une copie de ce courrier sera envoyée à Mme Tollé.

Monsieur BAUDEQUIN Denis demande des précisions sur le sujet évoqué.

Monsieur MEUNIER Pascal donne la localisation rue du Général Leclerc et précise que le mur s'incline et tombe dans le jardin de la parcelle limitrophe.

M-F. LURIER précise qu'en début de mandat, un tour de la commune a été réalisé avec les services du Département afin de leur signaler tous les points noirs.

A. PERNOLLET : Qu'en est-il de la "passerelle" (châtres) ? Quand débiteront les travaux de remise en état ?

M-F. LURIER : Cette passerelle est en mauvais état depuis de nombreuses années et elle était peu utilisée, ce chemin rural n'étant pas répertorié dans nos chemins de randonnées.

Sa remise en état légère sera réalisée au printemps prochain en régie mais ne supportera que des marcheurs. Je rappelle qu'un chemin rural est propriété de la commune, n'oblige pas celle-ci à un entretien régulier qui n'est pas financé par la levée d'impôts contrairement aux chemins communaux.

Monsieur MEUNIER précise que les services techniques étaient informées sur ce point avec une intervention déjà prévue en régie le printemps prochain.

A. PERNOLLET : Qui est chargé de l'entretien des chemins de randonnées et quand ces derniers vont-ils être entretenus ?

Seule la coulée verte reste à peu près praticable ...

M-F. LURIER : Nous vous avons informés de la défection cet été de l'entreprise chargée de ce travail. Nous venons de trouver un nouveau prestataire qui a entrepris depuis cette semaine la taille des haies et l'entretien des routes et chemins. Il est également programmé un état des lieux pour recenser les chemins nécessitant un entretien et convenir de leur fréquence d'intervention (annuelle ou biannuelle).

Cérémonie

Madame le Maire rappelle aux conseillers présents l'horaire de la cérémonie du samedi 11 novembre. Elle se ravit de la présence de son conseil lors de cette cérémonie.

Repas des aînés

Madame le Maire rappelle que le repas des aînés organisé par le CCAS aura lieu le mercredi 15 novembre 2023 à midi. Madame ROY Christine recense les élus qui souhaitent participer à ce repas afin de commander les repas dès le lendemain. Mesdames le Maire et ROY Christine précisent qu'il est de coutume que les élus participant au repas sans avoir l'âge réglementaire payent leur repas afin de ne pas bénéficier du budget de la commune et du CCAS. Madame ROY Christine précise que le repas est au tarif de 35 € et recense les participants. Elle ajoute que les membres du CCAS œuvrent dès le matin afin que la salle soit prête pour l'heure des festivités.

Exposition

Madame le Maire informe les élus que Monsieur BARRIERE Michel expose à compter du 10 novembre 2023 à la Médiathèque avec de belles photographies sur le domaine de la montagne et elle invite les élus à soutenir ce collègue élu par leur présence. Rendez-vous à 18 h.

Sapins

Madame le Maire précise que les sapins seront livrés le 15 novembre 2023. Elle fait un appel aux bonnes volontés des élus pour les décorer.

Prochaines dates à retenir

- Vœux du Maire le vendredi 12 janvier 2024 à 19 h à la salle des fêtes
- Cérémonie des nouveaux arrivants le vendredi 09 février 2024, l'horaire à définir. Jusqu'en 2019 les nouveaux arrivants étaient invités à la cérémonie des vœux mais certains ne se présentaient pas. Toutefois cet accueil officiel est demandé et une cérémonie sera donc dédiée pour cet événement. En fonction du nombre de personnes, le lieu reste à définir et l'information sera transmise aux élus au plus tôt
- Clap de fin pour le film : le tournage est fini, l'équipe de François OZON enlève leur matériel. Madame le Maire donne lecture du post publié sur la page Facebook de la Commune par Madame MILLANT Sonia, retraçant en début de paragraphe les films du réalisateur. Cette dernière précise qu'une projection a été convenue avec la Directrice de Production en avant-première à l'Eden Cinéma mais également dans la salle de cinéma de la médiathèque pour les personnes ayant des difficultés à se déplacer, soit deux projections.

Monsieur Pascal MEUNIER
Adjoint au Maire
Secrétaire de séance

Madame Sarah OBÉRON,
Secrétaire Générale,
assistant la secrétaire de séance